

MIGUEL ANGEL MORATINOS

Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Royaume d'Espagne

Jim Hoagland, Rédacteur en chef adjoint et éditorialiste, *Washington Post*

On vient de nous donner une idée de la contribution européenne au G20 et au nouveau consensus mondial, et l'Europe avait préparé un grand nombre des propositions qui ont été adoptées. Notre prochain conférencier vient également d'Europe, et pourra peut-être nous donner une idée de sa perception des relations transatlantiques dans le contexte du G20, et si oui ou non les Etats-Unis et l'Europe travaillent ensemble ou seront à même de le faire dans ce contexte. Le prochain conférencier est l'honorable ministre espagnol des Affaires étrangères, Miguel Angel Moratinos.

Miguel Angel Moratinos

Bonsoir tout le monde. Merci à toute l'organisation. Si vous le permettez, je ne vais pas répondre à la question que le modérateur m'a posée, parce que j'avais fait un petit schéma sur la manière de raviver le débat important et nécessaire sur la gouvernance globale. Nous avons écouté ce matin des économistes, et des financiers. Nous venons d'écouter notre cher ami le Commissaire européen de la compétitivité, Monsieur ALMUNIA, sur les défis économiques. Je crois que dans un sens, la gouvernance économique et financière est en train de s'établir. Mais le plus important pour tous, le plus important pour nous tous qui nous sommes réunis ici à Marrakech, c'est de sentir que nous avons été confrontés à un nouveau siècle. Quelquefois, les hommes, les êtres humains, les sociétés, et les organisations politiques sont un peu têtus. Ils n'arrivent pas à comprendre que le siècle a changé, et que l'on a commencé une nouvelle page dans l'histoire. Peut-être que vous avez tous réveillé avec du champagne ou d'une autre façon la nuit du 31 décembre 1999. Tout le monde était heureux d'arriver à ce nouveau millénaire. Mais nous avons continué à travailler comme si le temps n'avait pas passé, comme si nous n'avions pas tourné la page. Il a fallu que les événements et les crises nous rappellent que nous avons tourné la page dans ce qui était le défi sécuritaire. Et quand les tours jumelles se sont écroulées, nous nous sommes demandé ce qu'il se passait. Quelle est la réponse en matière de sécurité et de paix dans le monde ?

La réponse apportée a été une réponse fautive. Nous avons envahi un pays. Nous avons déclenché une guerre qui a déclenché de nouvelles réactions, du radicalisme musulman, fanatique. Et si à l'époque il y avait des talibans, aujourd'hui nous avons Al-Qaida en Afghanistan, au Yémen, au Sahel, un peu partout. C'est-à-dire un nouveau défi, un défi sécuritaire tout à fait différent du défi traditionnel de paix, et de négociations. La solution à l'époque aurait consisté à résoudre le problème du processus de paix au Proche-Orient. J'imagine que nous allons en discuter. Au lieu de résoudre le problème de paix au Proche-Orient, on lance une nouvelle guerre, et on crée une situation stratégique complètement différente pour la communauté internationale. Durant le même mois de septembre, il y a un paradoxe. J'aime beaucoup New York, et j'aime beaucoup le climat du mois de septembre à New York. Mais à chaque fois que l'on est à New York en septembre, il y a quelque chose qui se déclenche, que ce soit l'effondrement des tours jumelles, que ce soit l'affaire Lehman Brothers, que ce soit la dernière fois ce débat sur le Coran. On ne va pas brûler le Coran, et on va bâtir une mosquée. Il y a un manque de dialogue entre les cultures et entre les civilisations.

C'est-à-dire qu'il y a aussi quelque chose de nouveau dans la stratégie sécuritaire, dans la stratégie et le financier, dans le culturel. On parle très peu du culturel, du dialogue entre les cultures, et du respect de l'autre. Cela détermine un nouveau schéma sur la manière de résoudre le problème. Il s'agit là du diagnostic. Le diagnostic, c'est que nous avons un problème d'ordre économique et financier. Je crois que Monsieur ALMUNIA a parlé de la réponse européenne avec beaucoup de fierté, notamment du rôle de la Banque centrale européenne et de Jean-Claude TRICHET, du rôle des Etats membres qui ont appuyé la commission pour donner une réponse. Malgré de



nombreuses difficultés, les choses s'améliorent. Mais quand on parle de gouvernance politique globale, il n'y en a pas. Il y a les Nations unies. Nous avons écouté le Secrétaire général des Nations unies ce matin, avec un schéma, une façon de prendre des décisions qui appartient au siècle dernier. Il y a des entités régionales comme l'Union européenne qui commencent à marcher avec le nouveau traité de Lisbonne. Il y a un grand nombre de pays qui se demandent quel est leur rôle dans ce contexte international différent. Il y a toute une série d'acteurs en dehors du système qui sont bien plus importants que nous, les politiques. Quelle est maintenant la capacité réelle d'un ministre des Affaires étrangères dans cette nouvelle gouvernance politique globale ? Est-ce que nous avons la capacité de décider ? Au sein de mon pays, évidemment. Mais est-ce que lorsque je dois me concerter avec les 27, je dois assumer une position commune qui quelquefois change de direction ? Et après, lorsque nous avons décidé ensemble, les 27, nous devons nous concerter avec les États-Unis et d'autres acteurs globaux. Puis, on peut parvenir à trouver une décision aux Nations unies, mais on est bloqué par le Conseil de sécurité. Sommes-nous préparés, mes chers amis, à répondre politiquement aux nouveaux enjeux de ce siècle ? Je vous réponds sincèrement que non. Nous avons effectivement un pouvoir, mais nous avons une responsabilité. Et ceux qui ont des pouvoirs - les États-nations, l'Union européenne, les Nations unies - ont des responsabilités. Mais d'autres acteurs qui ont aussi du pouvoir n'ont pas de responsabilités. Ils participent cependant à la prise de décision. Lorsque le spéculateur a décidé d'acheter des bons de l'Espagne à un certain prix, n'est-il pas en train de faire de la politique économique ou financière ? Lorsqu'un fonds d'investissement décide de transférer ses fonds ailleurs, ne fait-il pas de la politique ? Quand les médias décident qu'un pays est en dehors de la légalité, ne font-ils pas de la politique ? Ils ont du pouvoir, mais est-ce qu'ils ont des responsabilités ? Où sont-ils intégrés dans le système ? Telle est la grande question que nous devons nous poser si nous voulons avoir une nouvelle gouvernance politique pour le monde.

Pour finir, et pour m'associer à ce qui a été dit par Monsieur ALMUNIA, l'Union européenne a évidemment un rôle à jouer. Nous avons évidemment des capacités. Mais il convient également d'être honnête, et de faire une autocritique de notre incapacité. Par exemple, si un désastre naturel, une crise financière, ou un nouveau mécanisme de supervision financière survient, quelles sont les étapes pour prendre une décision ? L'État-nation, le Conseil des ministres espagnols. Nous sommes d'accord. Après, nous allons à l'Eurogroupe. Puis, nous allons à la task force. Ensuite, nous allons au Conseil européen. Après, nous allons au Parlement européen. Cela dure 6, 7 ou 8 mois. La réponse devrait être donnée en trois semaines, ou même deux semaines. Ce sont donc le temps de décision et la méthode de travail qui sont différents. Nos amis chinois n'ont pas ce problème. La Chine décide. Ils ont un système hiérarchique très bien défini. Et s'il y a un problème, quelle est la position qu'ils vont tenir sur le changement climatique ? Pour nous, comme l'a dit Monsieur ALMUNIA, il y a plusieurs voies. Il y a plusieurs instances. C'est ce qu'il y a à revoir. Nous ne pouvons plus continuer avec le même système de gouvernance internationale dont nous nous sommes dotés au XX^e siècle.

Mes chers amis, au XX^e siècle, il a fallu attendre presque un demi-siècle : il a fallu passer par deux guerres mondiales dramatiques pour avoir Bretton Woods, et pour avoir la charte des Nations unies. Alors que nous avons déjà perdu une décennie en 2010, devons-nous encore attendre un demi-siècle pour changer les règles et les institutions économiques et financières, et surtout politiques ? Je crois que nous devons avoir la responsabilité et le courage pour commencer à changer les institutions, et pour les adapter aux nouveaux défis du XXI^e siècle. Merci.